

**Consultation à la demande de la Vice-Première ministre  
et ministre de la Fonction publique, des Entreprises  
publiques, des Télécommunications et de la Poste  
concernant  
d'une part, l'avant-projet de loi introduisant dans la loi  
du 13 juin 2005 relative aux communications  
électroniques une base légale pour la création d'une  
base de données de numéros centrale, et d'autre part,  
le projet d'arrêté royal relatif au fonctionnement de  
cette base de données**

---

**Comment réagir au présent document ?**

---

Jusqu'au **12 mars 2021**

Uniquement par e-mail à [consultation.sg@ibpt.be](mailto:consultation.sg@ibpt.be)

Avec la référence **CONSULT-2021-A5**

Personne de contact : Teodora Rusu, Conseiller (02/226 88 73)

**Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique à l'adresse précisée.**

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

## **TABLE DES MATIÈRES**

1. Objet .....	3
1.1. Avant-projet de loi .....	3
1.2. Projet d'arrêté royal .....	3
2. Annexes .....	4
Annexe 1 - Dispositif de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques .....	5
Annexe 2. Exposé des motifs de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.....	7
Annexe 3. Version coordonnée de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.....	13
Annexe 4. Projet d'arrêté royal pris en exécution du nouvel article 106/2.....	18

## **1. Objet**

La présente consultation publique a pour objet deux projets de documents :

### **1.1. Avant-projet de loi**

L'avant-projet de loi insère tout d'abord un article 106/2 dans la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. Ce nouvel article introduit une base légale pour la création d'une base de données de numéros centrale, destinée à fournir des informations relatives aux abonnés aux services d'urgences ainsi qu'aux fournisseurs d'annuaires et services de renseignements.

Selon ce nouvel article, la base de donnée est établie et alimentée par les opérateurs qui offrent des services téléphoniques publics.

Les modalités de gestion et de fonctionnement de la base de données, les modalités relatives à l'accès des données présentes dans la base de données, ainsi que les données devant être reprises dans la base de données sont déterminées par arrêté royal.

Ensuite, l'avant-projet de loi modifie les articles 45, 46, 133 et 145 de loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, afin d'y mentionner la base de données créée par le nouvel article 106/2.

### **1.2. Projet d'arrêté royal**

Le projet d'arrêté royal est relatif aux modalités de gestion et de fonctionnement de la base de données, aux modalités relatives à l'accès des données présentes dans la base de données, ainsi qu'aux données devant être reprises dans la base de données.

## **2. Annexes**

Annexe 1 : Dispositif de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

Annexe 2 : Exposé des motifs de l'avant-projet de loi de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

Annexe 3 : Version coordonnée de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

Annexe 4 : Projet d'arrêté royal pris en exécution du nouvel article 106/2

## Annexe 1 - Dispositif de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

<p><b>Artikel X.</b> In artikel 45, § 2, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie worden de woorden "personen die openbare telefoondiensten aanbieden aan abonnees stellen" vervangen door de woorden "centrale nummerdatabank vermeld in artikel 106/2 stelt via een verbinding die op passende wijze is beveiligd".</p>	<p><b>Article X.</b> À l'article 45, § 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, les mots « Les personnes qui offrent des services téléphoniques publics aux abonnés mettent » sont remplacés par les mots « La base de données de numéros centrale visée à l'article 106/2 met à l'aide d'une connexion sécurisée de manière appropriée ».</p>
<p><b>Art. X+1.</b> In artikel 46, § 2, van dezelfde wet worden de woorden "Personen die aan abonnees openbare telefoondiensten aanbieden, stellen" vervangen door de woorden "De centrale nummerdatabank vermeld in artikel 106/2 stelt via een verbinding die op passende wijze is beveiligd".</p>	<p><b>Art. X+1.</b> À l'article 46, § 2, de la même loi, les mots « Les personnes qui offrent des services téléphoniques publics à des abonnés mettent » sont remplacés par les mots « La base de données de numéros centrale visée à l'article 106/2 met à l'aide d'une connexion sécurisée de manière appropriée ».</p>
<p><b>Art. X+2.</b> Er wordt een artikel 106/2 ingevoegd in dezelfde wet, luidende:  "Art. 106/2. § 1. De operatoren die openbare telefoondiensten aanbieden, richten een centrale nummerdatabank op waarmee alle beheercentrales van noodoproepen van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, zijn verbonden. Deze centrale nummerdatabank bezorgt de genoemde beheercentrales die een noodoproep ontvangen, via een verbinding die op passende wijze is beveiligd, onmiddellijk de abonneegegevens die met het oproepnummer verbonden zijn. Deze centrale databank bezorgt tevens via een verbinding die passend beveiligd is de abonneegegevens aan de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten waarvan sprake in artikels 45 en 46.  § 2. De centrale nummerdatabank bevindt zich in België.  § 3. Alle operatoren die openbare telefoondiensten aanbieden, voeren de abonneegegevens overeenkomstig het uitvoeringsbesluit vermeld in paragraaf 4 in de centrale nummerdatabank in via een verbinding die op passende wijze is beveiligd.  § 4. De Koning, na advies van het Instituut en de Gegevensbeschermingsautoriteit, bepaalt  1° welke abonneegegevens opgenomen worden in de centrale nummerdatabank;  2° de nadere regels inzake toegang tot deze abonneegegevens;</p>	<p><b>Art. X+2.</b> Il est inséré dans la même loi un article 106/2 rédigé comme suit :  « Art. 106/2. § 1er. Les opérateurs qui offrent des services téléphoniques publics établissent une base de données de numéros centrale à laquelle toutes les centrales de gestion des appels d'urgence des services d'urgence offrant de l'aide sur place sont connectées. Cette base de données de numéros centrale fournit immédiatement aux centrales de gestion précitées qui reçoivent un appel d'urgence les données-abonné liées au numéro d'appel par le biais d'une connexion dûment sécurisée. Cette base de données centrale fournit également par le biais d'une connexion sécurisée de manière appropriée, les données-abonnés aux fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements dont il est question aux articles 45 et 46.  § 2. La base de données de numéros centrale est située en Belgique.  § 3. Tous les opérateurs qui offrent des services téléphoniques publics introduisent les données-abonnés dans la base de données de numéros centrale conformément à l'arrêté d'exécution visé au paragraphe 4 par le biais d'une connexion dûment sécurisée.  § 4. Le Roi fixe, après avis de l'Institut et de l'Autorité de protection des données :  1° les données-abonnés reprises dans la base de données de numéros centrale ;</p>

<p>3° de nadere regels inzake het beheer en de werking van de centrale nummerdatabank, met inbegrip van de vaststelling van de kosten van de centrale nummerdatabank evenals de verdeling van die kosten tussen de verschillende partijen.”</p>	<p>2° les modalités en matière d'accès à ces données-abonnés ; 3° les modalités en matière de gestion et de fonctionnement de la base de données de numéros centrale, y compris la définition des coûts de la base de données de numéros centrale ainsi que la répartition de ces coûts entre les différentes parties. »</p>
<p><b>Art. X+3.</b> §1. In artikel 133, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:</p>	<p><b>Art. X+3.</b> §1<sup>er</sup>. À l'article 133, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :</p>
<p>1° in het tweede lid worden de woorden "die relevant zijn voor doeleinden zoals medegedeeld overeenkomstig het eerste lid en" opgeheven en worden de woorden "en die daartoe worden aangeduid in het uitvoeringsbesluit vermeld in artikel 106/2, § 4, " ingevoegd tussen de woorden "de betrokken telefoongids of de telefooninlichtingendienst" en "mogen opgenomen worden";</p>	<p>1° À l'alinéa 2, les mots « qui sont pertinentes par rapport à la fonction telle que communiquée conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et » sont abrogés et les mots « et qui sont désignées à cet effet dans l'arrêté d'exécution visé à l'article 106/2, § 4, » sont insérés entre les mots « dans l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique en question » et « peuvent figurer » ;</p>
<p>2° in het vierde lid wordt het woord "minimale" opgeheven en worden de woorden "die worden aangeduid in het uitvoeringsbesluit vermeld in artikel 106/2, § 4" ingevoegd tussen de woorden "persoonsgegevens van een abonnee" en "mag geen vergoeding gevraagd worden"</p>	<p>2° À l'alinéa 4, le mot « minimales » est abrogé et les mots « qui sont désignées dans l'arrêté d'exécution visé à l'article 106/2, § 4, » sont insérés entre les mots « données à caractère personnel d'un abonné » et « dans l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique » ;</p>
<p>3° in het vijfde lid van de nederlandstalige versie, wordt het woord "duidelijke" vervangen door het woord "aparte";</p>	<p>3° à l'alinéa 5, le mot « duidelijke » de la version néerlandaise est remplacé par le mot « aparte » ;</p>
<p>4° het zesde lid wordt opgeheven.</p>	<p>4° L'alinéa 6 est abrogé.</p>
<p>§2. Artikel 133, §2, van dezelfde wet wordt opgeheven.</p>	<p>§2. L'article 133, § 2, de la même loi est abrogé.</p>
<p><b>Art. X+4.</b> In artikel 145, § 1, van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij de wetten van 27 maart 2014 en 29 mei 2016, wordt het woord "106/2, § 3," ingevoegd tussen de woorden "42" en "114" en wordt het woord "106/2," ingevoegd tussen de woorden "ter uitvoering van de artikelen 32, 39, § 3, 47" en "126".</p>	<p><b>Art. X+4.</b> À l'article 145, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, tel que modifié par les lois du 27 mars 2014 et du 29 mai 2016, le mot « 106/2, § 3, » est inséré entre les mots « 42 » et « 114 » et le mot « 106/2, » est inséré entre les mots « en exécution des articles 32, 39, § 3, 47 » et « 126 ».</p>

## Annexe 2. Exposé des motifs de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

Memorie van toelichting	Exposé des motifs
Algemeen	Général
<p>De onderhavige wet scheidt een wettelijke basis in de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna: WEC) voor de oprichting van een databank bestemd om informatie te bezorgen aan de nooddiensten, alsook aan de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten (zie artikel 1 van de onderhavige wet).</p>	<p>La présente loi crée une base légale dans la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après : LCE) pour la mise en place d'une base de données destinée à transmettre des informations aux services d'urgence, ainsi qu'aux fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements (voir article 1<sup>er</sup> de la présente loi).</p>
<p>Momenteel wordt een nummerdatabank beheerd door Proximus. Dit beheer is historisch gegroeid en heeft geen wettelijke basis.</p> <p>Deze nummerdatabank wordt geraadpleegd door de nooddiensten wanneer zij een noodoproep ontvangen. Aan de hand van de databank kunnen de nooddiensten nagaan welk adres en welke oproeper verbonden is met het nummer dat de noodoproep doet.</p> <p>Daarnaast kan deze nummerdatabank ook geraadpleegd worden door de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten in het kader van hun activiteiten.</p> <p>Proximus stopt echter het beheer en de activiteiten van deze nummerdatabank eind 2021.</p> <p>Het is daarom bijzonder dringend en noodzakelijk dat een wettelijke basis wordt voorzien die de oprichting van een centrale nummerdatabank toelaat door de operatoren die spraaktelefoniediensten aanbieden.</p> <p>Daarbij mag niet uit het oog worden verloren dat het overschakelen van de bestaande nummerdatabank naar de op te richten centrale nummerdatabank, ongeveer 6 maanden in beslag zal nemen. Daarom moet de nieuwe centrale nummerdatabank midden 2021 opgericht moet zijn zodat met de overschakeling daadwerkelijk aanvang kan worden gemaakt.</p> <p>Het moet immers te allen prijze vermeden worden dat de nooddiensten geen beroep meer zouden kunnen doen op een centrale nummerdatabank : het ontbreken van een dergelijke, goed functionerende nummerdatabank, brengt de goede werking van de nooddiensten in het gedrang en</p>	<p>Une base de données de numéros est actuellement gérée par Proximus. Cette gestion est le résultat d'une évolution historique et n'a pas de base légale.</p> <p>Cette base de données de numéros est consultée par les services d'urgence lorsque ceux-ci reçoivent un appel d'urgence. À l'aide de cette base de données, les services d'urgence peuvent vérifier l'adresse et l'appelant associés au numéro qui effectue l'appel d'urgence.</p> <p>En outre, cette base de données de numéros peut également être consultée par les fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements dans le cadre de leurs activités. Toutefois, Proximus mettra un terme à la gestion et aux activités de cette base de données de numéros fin 2021.</p> <p>Par conséquent, il est urgent et nécessaire de prévoir une base légale permettant l'établissement d'une base de données de numéros centrale par les opérateurs offrant des services de téléphonie vocale.</p> <p>Il convient à cet effet de tenir compte du fait que la transition de la base de données de numéros existante vers la base de données de numéros centrale à créer peut prendre environ 6 mois. C'est la raison pour laquelle la nouvelle base de données de numéros centrale doit être créée à la mi-2021 afin que l'on puisse effectivement lancer la transition.</p> <p>En effet, il convient d'éviter à tout prix que les services d'urgences ne puissent plus consulter de base de données de numéros centrale : l'absence d'une telle base de données de</p>

<p>bemoeilijkt ernstig een snelle interventie door deze diensten.</p>	<p>numéros fonctionnant correctement met en péril le bon fonctionnement des services d'urgence et gêne gravement une intervention rapide de ces services.</p>
<p>Zo zou ook de onderbreking van de levering van gegevens door de databank een negatieve impact kunnen hebben op de levering van telefoongidsen en inlichtingendiensten, die zeer nuttige (zelfs absoluut noodzakelijke) bronnen van informatie vormen voor een deel van de bevolking.</p> <p>Daarnaast vormt de levering van abonneegegevens via een gecentraliseerde databank een efficiënte oplossing, aangezien alle operatoren de gegevens verstrekken via datzelfde systeem.</p>	<p>De même, l'interruption de la fourniture de données par la base de données pourrait également avoir un impact négatif sur la fourniture d'annuaires et services de renseignements, qui constituent des sources d'informations très utiles (voire indispensables) pour une partie de la population.</p> <p>De plus, la fourniture de données abonnés via une base de données centralisée constitue une solution efficace, étant donné que tous les opérateurs fournissent les données via ce même système.</p>
<p>Tot slot kan er op gewezen worden dat Richtlijn 2018/1972 van 11/12/2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie, het oprichten van een gecentraliseerde databank aanmoedigt : considerans 301 bepaalt immers (o.a.) : "Er moet een kostengebaseerde levering van die gegevens aan aanbieders van diensten aanwezig zijn, met de mogelijkheid dat de lidstaten een gecentraliseerd mechanisme opzetten voor de verstrekking van volledige, gebundelde gegevens aan aanbieders van telefoonboeken, en de verlening van toegang tot het net op redelijke en transparante voorwaarden, om te waarborgen dat de eindgebruikers ten volle kunnen profiteren van de mededinging, die ruimschoots heeft bijgedragen tot de volledige afschaffing van regulering van die dienst op retailniveau en tot de aanbidding van gidsdiensten op redelijke en transparante voorwaarden."</p>	<p>Enfin, l'on peut souligner que la directive 2018/1972 du 11/12/2018 établissant le code des communications électroniques européen encourage la création d'une base de données centralisée : le considérant 301 prévoit en effet (notamment) : « La fourniture, axée sur les coûts, de ces données aux prestataires de services, dans des conditions qui permettent aux États membres de mettre en place un mécanisme centralisé de transmission d'informations agrégées et complètes aux éditeurs d'annuaires, et la fourniture d'un accès au réseau dans des conditions raisonnables et transparentes devraient être assurées afin que les utilisateurs finaux bénéficient pleinement de la concurrence, ce qui a largement permis de pouvoir soustraire ces services à la régulation applicable au détail et de proposer des offres de services d'annuaires dans des conditions raisonnables et transparentes. »</p>
<p><b>Commentaar per artikel</b></p>	<p><b>Commentaire article par article</b></p>
<p><b>Artikelen X en X+1</b></p>	<p><b>Articles X et X+1</b></p>
<p>De onderhavige wet schept een wettelijke basis voor de oprichting van een databank bestemd om informatie te bezorgen aan de nooddiensten, alsook aan de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten (zie artikel X+2 van de onderhavige wet).</p> <p>Momenteel schrijven de artikelen 45 en 46 WEC voor dat elke operator individueel de gegevens in verband met zijn abonnees moet bezorgen aan de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten.</p>	<p>La présente loi crée une base légale pour la mise en place d'une base de données destinée à transmettre des informations aux services d'urgence, ainsi qu'aux fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements (voir article X+2 de la présente loi).</p> <p>A l'heure actuelle, les articles 45 et 46 LCE prévoient que chaque opérateur doit transmettre individuellement les données relatives à ses abonnés aux fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements.</p>

<p>De artikelen 45 en 46 moeten dan ook worden gewijzigd om de verzending van gegevens door de operatoren naar de aanbieders van telefoongidsen alsook naar de aanbieders van inlichtingendiensten te garanderen via de hierboven vermelde databank.</p> <p>De beschikbaarstelling via de databank wordt opgelegd met het oog op vereenvoudiging en transparantie. Het feit dat de operatoren en aanbieders van telefoongidsen en van inlichtingendiensten verplicht zijn om de databank te gebruiken, maakt het immers mogelijk om een duidelijke kijk te hebben op de gesprekspartners die de gegevens verwerken. Als de operatoren en aanbieders van telefoongidsen en van inlichtingendiensten bovendien de mogelijkheid zouden behouden om geen beroep te doen op de databank, zouden ze de abonneegegevens kunnen verzamelen via parallelle circuits, waardoor elke vorm van controle heel moeilijk uit te oefenen zou worden.</p>	<p>Les articles 45 et 46 doivent dès lors être modifiés afin d’assurer la transmission de données par les opérateurs aux fournisseurs d’annuaires ainsi qu’aux fournisseurs de services de renseignements via la base de données mentionnée ci-dessus.</p> <p>La mise à disposition via la base de données est imposée dans un souci de simplification et de transparence. En effet, le fait que les opérateurs et les fournisseurs d’annuaires et de services de renseignements soient contraints d’utiliser la base de données, permet d’avoir une vue claire des interlocuteurs qui traitent les données. Par ailleurs, si les opérateurs et les fournisseurs d’annuaires et de services de renseignements devaient conserver la possibilité de ne pas faire appel à la base de données, ils auraient la possibilité de rassembler les données abonnés via des circuits parallèles, ce qui rendrait toute forme de contrôle très difficile à mettre en œuvre.</p>
<p>Vanuit oogpunt van bescherming van privacy en persoonsgegevens, is het aangewezen dat deze aanbieders uitsluitend gebruik maken van de centrale nummerdatabank.</p>	<p>Du point de vue de la protection de la vie privée et des données à caractère personnel, il est recommandé que ces prestataires utilisent exclusivement la base de données de numéros centrale.</p>
<p>Daarenboven bepalen de artikelen 45 en 46 dat de operatoren de abonneegegevens beschikbaar stellen volgens technische, financiële en commerciële billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden. Aangezien de aanbieders van telefoongidsen en van inlichtingendiensten voortaan de abonneegegevens via de databank toegestuurd zullen krijgen, is het belangrijk om hun een toegang tot de gegevens te blijven waarborgen volgens technische, financiële en commerciële billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden, door deze verplichting op te leggen aan de entiteit die de databank beheert.</p>	<p>Par ailleurs, les articles 45 et 46 prévoient que les opérateurs mettent les données abonnés à disposition dans des conditions techniques, financières et commerciales équitables, raisonnables et non discriminatoires. Etant donné que dorénavant, les fournisseurs d’annuaires et de services de renseignements se verront transmettre les données abonnés via la base de données, c’est important de continuer à leur assurer un accès aux données dans des conditions techniques, financières et commerciales équitables, raisonnables et non discriminatoires, en imposant cette obligation à l’entité qui gère la base de données.</p>
<p>Tot slot wordt benadrukt dat de terbeschikkingstelling van de betreffende abonneegegevens moet gebeuren via een connectie die op een passende wijze beveiligd is. De notie “passende beveiliging” komt uit artikel 5.1.f van de AVG en moet dan ook in die zin geïnterpreteerd worden. Er kan dus bv. geen sprake van zijn dat abonneegegevens via e-mail worden doorgestuurd aan de aanbieders van telefoongidsen of inlichtingendiensten.</p>	<p>Enfin, l’on insiste sur le fait que la mise à disposition des données-abonnés en question doit avoir lieu par le biais d’une connexion sécurisée de manière appropriée. La notion de « sécurité appropriée » provient de l’article 5.1.f du RGPD et doit donc être interprétée dans ce sens. Il ne peut donc par exemple pas être question de données-abonnés envoyées par e-mail aux fournisseurs d’annuaires et de services de renseignements.</p>

<b>Artikel X+2</b>	<b>Article X+2</b>
<p>Het onderhavige artikel schept een databank die de gegevens met betrekking tot de abonnees centraliseert. Het doel van deze databank bestaat erin de overdracht te vergemakkelijken van abonneegegevens die afkomstig zijn van de operatoren en bestemd zijn voor de nooddiensten enerzijds en de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten anderzijds.</p>	<p>Le présent article créé une base de données centralisant les données afférentes aux abonnés. L'objectif de cette base de données est de faciliter la transmission d'informations abonnés provenant des opérateurs, à destination des services d'urgences d'une part, et des fournisseurs d'annuaires et services de renseignements d'autre part.</p>
<p>De nooddiensten moeten in staat zijn om bij een noodoproep de nodige informatie te bekomen inzake het adres van waar de nooddiensten worden opgeroepen alsook inzake de identiteit van de oproeper.</p>	<p>Les services d'urgence doivent pouvoir, en cas d'appel d'urgence, obtenir les informations nécessaires concernant l'adresse à partir de laquelle les services d'urgence sont appelés ainsi que concernant l'identité de l'appelant.</p>
<p>Overeenkomstig de aangepaste artikelen 45 en 46, verstrekt de centrale nummerdatabank ook abonneegegevens aan de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten. Het uitvoeringsbesluit vermeld in paragraaf 4 zal precies bepalen welke abonneegegevens en onder welke voorwaarden door de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten bekomen kunnen worden zodat de privacy van de abonnees ten volle gevrijwaard wordt.</p>	<p>Conformément aux articles 45 et 46 modifiés, la base de données de numéros centrale communique également des données-abonnés aux fournisseurs d'annuaires et services de renseignements. L'arrêté d'exécution mentionné au paragraphe 4 déterminera précisément les données-abonnés que les fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements peuvent obtenir ainsi que les conditions de cette obtention, afin de préserver totalement la vie privée des abonnés.</p>
<p>Zo ook zullen de operatoren de informatie in kwestie kunnen verzenden naar één contactpunt, in plaats van dit een aantal keer te moeten herhalen.</p> <p>De informatie waarvan hier sprake is, zijn persoonsgebonden gegevens. Deze moeten dus op transparante en efficiënte wijze worden behandeld. De oprichting van die databank heeft tot doel aan die eisen te voldoen.</p> <p>Paragraaf 1 van dit nieuwe artikel bepaalt dat de databank wordt opgericht door de operatoren, aangezien op deze laatste de verplichting rust om de abonneegegevens te verzenden naar de nooddiensten, aanbieders van telefoongidsen en aanbieders van inlichtingendiensten.</p>	<p>De même, les opérateurs pourront transmettre les informations en question à un seul point de contact, plutôt que de multiplier les transmissions.</p> <p>Les informations dont il est question ici sont des données à caractère personnel. Leur traitement doit donc pouvoir être effectué de manière transparente et efficace. La mise en place de cette base de données a pour objectif de satisfaire à ces exigences.</p> <p>Le paragraphe 1er de ce nouvel article prévoit que la base données est établie par les opérateurs, étant donné que c'est sur ces derniers que repose l'obligation de transmettre les données-abonnés aux services d'urgence, fournisseurs d'annuaires et fournisseurs de services de renseignements.</p>
<p>Bovendien kan worden aangenomen dat zij over nodige expertise beschikken inzake het beheer en de correcte doorgifte van abonneegegevens. Vanuit deze expertise kunnen zij de nodige input leveren inzake een doelmatig, efficiënt en veilig beheer van de centrale nummerdatabank.</p>	<p>De plus, l'on peut partir du principe qu'ils disposent de l'expertise nécessaire en matière de gestion et de transmission correcte de données-abonnés. Sur la base de cette expertise, ils peuvent fournir l'input nécessaire concernant une gestion efficace, efficiente et sûre de la base de données de numéros centrale.</p>
<p>Paragraaf 2 van dit nieuwe artikel schrijft voor dat de databank zich in België moet bevinden.</p>	<p>Le paragraphe 2 de ce nouvel article prévoit que la base de données est située en Belgique.</p>

<p>Dit impliceert dat de servers met de abonneegegevens en alle andere essentiële apparatuur van de centrale nummerdatabank, zich in België bevinden. Zoals eerder gesteld is deze databank primordiaal voor de goede werking van de nooddiensten. Bovendien bevat deze databank abonneegegevens – en dus persoonsgegevens – van honderdduizenden Belgen. De goede en correcte werking van deze databank moet van nabij opgevolgd kunnen worden. Dit impliceert ook dat de facto ter plekke op vlotte en snelle wijze controles uitgevoerd moeten kunnen worden, bv. door de controlediensten van het BIPT, waarbij o.m. nagegaan wordt of de servers en andere apparatuur fysiek afdoende beveiligd zijn. Wanneer de servers zich in het buitenland bevinden, is een dergelijke controle bijzonder moeilijk.</p>	<p>Cela implique que les serveurs contenant les données-abonnées et tous les autres équipements essentiels de la base de données de numéros centrale doivent se trouver en Belgique. Comme indiqué précédemment, cette base de données est essentielle pour le bon fonctionnement des services d'urgence. De plus, cette base de données contient des données-abonnés – et donc des données à caractère personnel – de centaines de milliers de Belges. Le fonctionnement correct et efficace de cette base de données doit pouvoir être suivi de près. Cela implique également que des contrôles doivent pouvoir être effectués de facto sur place de manière aisée et rapide, par exemple par les services de contrôle de l'IBPT, pour vérifier si les serveurs et d'autres équipements physiques sont efficacement protégés. Un tel contrôle est particulièrement difficile si de tels serveurs se trouvent à l'étranger.</p>
<p>Paragraaf 3 van dit nieuwe artikel bepaalt dat de operatoren verplicht zijn om de abonneegegevens mee te delen via beveiligde verbindingen. Deze bepaling wordt gerechtvaardigd door de noodzaak om de verzending van deze persoonsgebonden informatie veilig te laten verlopen.</p>	<p>Le paragraphe 3 de ce nouvel article prévoit que les opérateurs sont tenus de communiquer les données-abonnés par le biais de connexions sécurisées. Cette disposition est justifiée par la nécessité d'assurer la sécurité de la transmission de ces informations à caractère personnel.</p>
<p>Paragraaf 4 van dit nieuwe artikel bepaalt dat de details in verband met de werking van de databank zullen worden vastgesteld in een koninklijk besluit, genomen op advies van het BIPT. De bedoeling van deze bepaling is ervoor te zorgen dat een uitvoerig kader kan worden ingesteld voor de werking van de databank. Om de leesbaarheid van de wet te vrijwaren en om een zekere mate van flexibiliteit te waarborgen, wordt voorgesteld om de details rond de werking van de databank via koninklijk besluit vast te stellen.</p>	<p>Le paragraphe 4 de ce nouvel article prévoit que les détails liés au fonctionnement de la base de données seront fixés dans un arrêté royal, pris sur avis de l'IBPT. Cette disposition a pour objectif de permettre la mise en place d'un cadre détaillé en ce qui concerne le fonctionnement de la base de données. Afin de préserver la lisibilité de la loi, et afin d'assurer un certain degré de flexibilité, il est proposé d'établir les détails entourant le fonctionnement de la base de données par arrêté royal.</p>
<p><b>Artikel X+3</b></p>	<p><b>Article X+3</b></p>
<p>Artikel 133 wordt gewijzigd om de creatie van de databank door het nieuwe artikel 106/2 te weerspiegelen.</p> <p>Het laatste lid van paragraaf 1, en paragraaf 2 worden opgeheven aangezien ze overlappen met de bepalingen van Verordening nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van</p>	<p>L'article 133 est modifié afin de refléter la création de la base de données par le nouvel article 106/2.</p> <p>Le dernier alinéa du paragraphe 1er, et le paragraphe 2 sont supprimés, étant donné qu'ils font double emploi avec les dispositions du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à</p>

<p>persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.</p>	<p>l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.</p>
<p>Tot slot moet ook gewezen worden op de vervanging in het vijfde lid van de nederlandstalige versie van "duidelijke toestemming" door "aparte toestemming". De franstalige versie van de tekst verwijst al naar het begrip "aparte" toestemming. De wijziging die in de nederlandstalige versie van lid 5 wordt voorgesteld, heeft tot doel de Nederlandse versie in overeenstemming te brengen met de Franse versie en artikel 12.3 van de privacy-richtlijn correct omzet.</p>	<p>Enfin, il convient de souligner le remplacement à l'alinéa 5 de la version néerlandaise de « duidelijke toestemming » par « aparte toestemming ».</p> <p>La version française du texte fait déjà référence à la notion de consentement « distinct ». La modification proposée dans la version néerlandaise de l'alinéa 5 a pour objectif d'aligner la version néerlandaise sur la version française et sur l'article 12.3 de la directive vie privée et communications électroniques.</p>
<p><b>Artikel X+4</b></p>	<p><b>Article X+ 4</b></p>
<p>In artikel 145 wordt een verwijzing naar het nieuwe artikel 106/2 ingevoerd opdat de in dat artikel vermelde boetes toepasselijk kunnen zijn op de personen en aanbieders die inbreuk plegen op de bepalingen van artikel 106/2.</p>	<p>Une référence au nouvel article 106/2 est introduite à l'article 145, afin que les amendes mentionnées à cet article puissent être appliquées aux personnes et fournisseurs qui contreviennent aux dispositions de l'article 106/2.</p>

## Annexe 3. Version coordonnée de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

<p><b>Art. 45.</b> § 1. Personen die een telefoongids wensen te vervaardigen, verkopen of verspreiden, brengen het Instituut hiervan voorafgaandelijk op de hoogte.</p> <p>De Koning bepaalt, na advies van het Instituut, de voorwaarden waaronder de telefoongidsen worden vervaardigd, verkocht of verspreid, de inhoud en de vorm van de voornoemde kennisgeving.</p> <p>§ 2. De <a href="#">centrale nummerdatabank vermeld in artikel 106/2 stelt via een verbinding die op passende wijze is beveiligd</a><del>personen die openbare telefoondiensten aanbieden aan abonnees</del> stellen de noodzakelijke abonneegegevens ter beschikking van de personen die een aangifte hebben gedaan in de zin van § 1, onder billijke, redelijke en niet-discriminerende, technische, financiële en commerciële voorwaarden.</p> <p>§ 3. Zonder kosten voor de abonnees, houden de personen die aan abonnees openbare telefoondiensten aanbieden de gegevens apart met betrekking tot de abonnees die gevraagd hebben niet te worden opgenomen in een telefoongids, zodat die abonnees de telefoongids kunnen ontvangen zonder dat hun gegevens daarin vermeld staan.</p> <p>§ 4. De personen die een aangifte hebben gedaan in de zin van § 1, mogen de gegevens die overeenkomstig § 2 zijn meegedeeld, slechts gebruiken met het oog op de levering van een telefoongids.</p> <p>§ 5. Personen die telefoongidsen en openbare telefoondiensten aanbieden, nemen het beginsel van de niet-discriminatie in acht bij de behandeling van hun door andere ondernemingen verstrekte informatie.</p>	<p><b>Art. 45.</b> § 1er. Les personnes souhaitant confectionner, vendre ou distribuer un annuaire sont tenues d'en faire la déclaration auprès de l'Institut.</p> <p>Le Roi arrête, après avis de l'Institut, les conditions dans lesquelles sont confectionnés, vendus ou distribués les annuaires, le contenu et la forme de la déclaration précitée.</p> <p>§ 2. <a href="#">La base de données de numéros centrale visée à l'article 106/2 met à l'aide d'une connexion sécurisée de manière appropriée</a><del>Les personnes qui offrent des services téléphoniques publics aux abonnés mettent</del> les données-abonnés nécessaires à la disposition des personnes qui ont effectué une déclaration conformément au § 1er, dans des conditions techniques, financières et commerciales équitables, raisonnables et non discriminatoires.</p> <p>§ 3. Sans coût pour les abonnés, les personnes qui offrent des services téléphoniques publics aux abonnés isolent les données relatives aux abonnés qui ont demandé à ne pas figurer dans un annuaire, de manière à ce que ces abonnés puissent recevoir l'annuaire sans que leurs données y figurent.</p> <p>§ 4. Les personnes qui ont effectué une déclaration conformément au § 1er ne peuvent utiliser les données communiquées en application du § 2 qu'en vue de la fourniture d'un annuaire.</p> <p>§ 5. Les personnes qui fournissent des annuaires téléphoniques et des services téléphoniques publics respectent le principe de non-discrimination dans le cadre du traitement des informations qui leur sont fournies par d'autres entreprises.</p>
<p><b>Art. 46.</b> § 1. Personen die een telefooninlichtingendienst wensen te verstrekken, moeten daarvan aangifte doen bij het Instituut.</p> <p>De Koning stelt, na advies van het Instituut, de voorwaarden vast waaronder de telefooninlichtingendienst wordt verstrekt alsook de inhoud en de vorm van de voormelde aangifte.</p> <p>§ 2. <a href="#">De centrale nummerdatabank vermeld in artikel 106/2 stelt via een verbinding die op passende wijze is beveiligd</a> <del>Personen die aan</del></p>	<p><b>Art. 46.</b> § 1er. Les personnes souhaitant fournir un service de renseignements sont tenues d'en faire la déclaration auprès de l'Institut.</p> <p>Le Roi arrête, après avis de l'Institut, les conditions dans lesquelles est fourni le service de renseignements ainsi que le contenu et la forme de la déclaration précitée.</p> <p>§ 2. <a href="#">La base de données de numéros centrale visée à l'article 106/2 met à l'aide d'une connexion sécurisée de manière appropriée</a><del>Les personnes qui offrent des services téléphoniques publics à des abonnés mettent</del> à la disposition</p>

<p><del>abonnees openbare telefoondiensten aanbieden, stellen</del> aan de personen die een aangifte hebben gedaan in de zin van § 1, de gegevens met betrekking tot die abonnees ter beschikking onder billijke, redelijke en niet-discriminerende, technische, financiële en commerciële voorwaarden.</p> <p>§ 3. Zonder kosten voor de abonnees, laten de personen die aan abonnees openbare telefoondiensten aanbieden de gegevens weg met betrekking tot de abonnees die gevraagd hebben niet te worden vermeld in een telefooninlichtingendienst.</p> <p>§ 4. De personen die een aangifte hebben gedaan in de zin van § 1, mogen de gegevens die overeenkomstig § 2 zijn meegedeeld, slechts gebruiken met het oog op de levering van een telefooninlichtingendienst.</p>	<p>des personnes qui ont effectué une déclaration conformément au § 1er, les données relatives à ces abonnés dans des conditions techniques, financières et commerciales équitables, raisonnables et non discriminatoires.</p> <p>§ 3. Sans coût pour les abonnés, les personnes qui offrent des services téléphoniques publics aux abonnés omettent les données relatives aux abonnés qui ont demandé à ne pas figurer dans un service de renseignements.</p> <p>§ 4. Les personnes qui ont effectué une déclaration conformément au § 1er ne peuvent utiliser les données communiquées en application du § 2 qu'en vue de la fourniture d'un service de renseignements.</p>
<p><u>Art. 106/2. § 1. De operatoren die openbare telefoondiensten aanbieden, richten een centrale nummerdatabank op waarmee alle beheercentrales van noodoproepen van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, zijn verbonden. Deze centrale nummerdatabank bezorgt de genoemde beheercentrales die een noodoproep ontvangen, via een verbinding die op passende wijze is beveiligd, onmiddellijk de abonneegegevens die met het oproepnummer verbonden zijn. Deze centrale databank bezorgt tevens via een verbinding die passend beveiligd is de abonneegegevens aan de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten waarvan sprake in artikelen 45 en 46.</u></p> <p><u>§ 2. De centrale nummerdatabank bevindt zich in België.</u></p> <p><u>§ 3. Alle operatoren die openbare telefoondiensten aanbieden, voeren de abonneegegevens overeenkomstig het uitvoeringsbesluit vermeld in paragraaf 4 in de centrale nummerdatabank in via een verbinding die op passende wijze is beveiligd.</u></p> <p><u>§ 4. De Koning, na advies van het Instituut en de Gegevensbeschermingsautoriteit, bepaalt</u></p> <p><u>1° welke abonneegegevens opgenomen worden in de centrale nummerdatabank;</u></p> <p><u>2° de nadere regels inzake toegang tot deze abonneegegevens;</u></p> <p><u>3° de nadere regels inzake het beheer en de werking van de centrale nummerdatabank, met inbegrip van de vaststelling van de kosten van de centrale nummerdatabank evenals de verdeling van die kosten tussen de verschillende partijen.</u></p>	<p><u>Art. 106/2. § 1er. Les opérateurs qui offrent des services téléphoniques publics établissent une base de données de numéros centrale à laquelle toutes les centrales de gestion des appels d'urgence des services d'urgence offrant de l'aide sur place sont connectées. Cette base de données de numéros centrale fournit immédiatement aux centrales de gestion précitées qui reçoivent un appel d'urgence les données-abonné liées au numéro d'appel par le biais d'une connexion dûment sécurisée. Cette base de données centrale fournit également par le biais d'une connexion sécurisée de manière appropriée, les données-abonnés aux fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements dont il est question aux articles 45 et 46.</u></p> <p><u>§ 2. La base de données de numéros centrale est située en Belgique.</u></p> <p><u>§ 3. Tous les opérateurs qui offrent des services téléphoniques publics introduisent les données-abonnés dans la base de données de numéros centrale conformément à l'arrêté d'exécution visé au paragraphe 4 par le biais d'une connexion dûment sécurisée.</u></p> <p><u>§ 4. Le Roi fixe, après avis de l'Institut et de l'Autorité de protection des données :</u></p> <p><u>1° les données-abonnés reprises dans la base de données de numéros centrale ;</u></p> <p><u>2° les modalités en matière d'accès à ces données-abonnés ;</u></p> <p><u>3° les modalités en matière de gestion et de fonctionnement de la base de données de numéros centrale, y compris la définition des coûts de la base de données de numéros centrale</u></p>

	<a href="#">ainsi que la répartition de ces coûts entre les différentes parties.</a>
<p><b>Art. 133.</b> § 1. De aanbieders van de openbare telefoniedienst brengen hun abonnees, kosteloos en vooraleer zij opgenomen worden in een telefoongids of een telefooninlichtingendienst, op de hoogte van :</p> <p>1° de doeleinden van de telefoongids of de telefooninlichtingendienst;</p> <p>2° het gratis karakter van de opname in de telefoongids of de telefooninlichtingendienst;</p> <p>3° in voorkomend geval, de toepassingen van de telefoongids of de telefooninlichtingendienst die afwijken van het zoeken van persoonsgegevens op basis van de naam en, in voorkomend geval, de woon-, verblijf- of vestigingsplaats van de abonnees.</p> <p>Enkel de persoonsgegevens <del>die relevant zijn voor de doeleinden zoals medegedeeld overeenkomstig het eerste lid en</del> waarvan de betrokken abonnee heeft aangegeven dat zij opgenomen mogen worden in de betrokken telefoongids of de telefooninlichtingendienst <a href="#">en die daartoe worden aangeduid in het uitvoeringsbesluit vermeld in artikel 106/2, § 4,</a> mogen opgenomen worden in die telefoongids of de telefooninlichtingendienst.</p> <p>Hiertoe stelt de operator twee aparte vragen aan de abonnee :</p> <p>1° of hij wenst dat zijn adresgegevens vermeld worden in de universele telefoongids en in de universele inlichtingendienst;</p> <p>2° of hij wenst dat zijn adresgegevens worden vermeld in andere telefoongidsen of andere inlichtingendiensten.</p> <p>Voor de opname of het niet opnemen in de telefoongids of de telefooninlichtingendienst van de <del>minimale</del> persoonsgegevens van een abonnee <a href="#">die worden aangeduid in het uitvoeringsbesluit vermeld in artikel 106/2, § 4</a> mag geen vergoeding gevraagd worden.</p> <p>Indien de telefoongids of de telefooninlichtingendienst gebruikt kan worden voor andere toepassingen dan het zoeken van persoonsgegevens op basis van de naam en, in voorkomend geval, de woon-, verblijf- of vestigingsplaats van de abonnee, mag de telefoongids of de telefooninlichtingendienst deze toepassingen slechts aanbieden, indien de betrokken abonnee daarvoor zijn duidelijke toestemming heeft gegeven.</p> <p><del>Onder toestemming in de zin van dit artikel wordt verstaan de vrije, specifieke en op</del></p>	<p><b>Art. 133.</b> § 1er. Les fournisseurs d'un service téléphonique accessible au public informent leurs abonnés gratuitement et avant de les inscrire dans un annuaire ou un service de renseignements téléphonique, de :</p> <p>1° la fonction de l'annuaire ou du service de renseignements téléphonique;</p> <p>2° la gratuité de l'inscription dans l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique;</p> <p>3° le cas échéant, des applications de l'annuaire ou du service de renseignements téléphonique qui s'écartent de la recherche de données à caractère personnel sur la base du nom et, le cas échéant, le domicile, la résidence ou le lieu d'établissement de l'abonné.</p> <p>Seules les données à caractère personnel <del>qui sont pertinentes par rapport à la fonction telle que communiquée conformément à l'alinéa 1er, et</del> dont l'abonné en question a fait savoir qu'elles pouvaient figurer dans l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique en question, <a href="#">et qui sont désignées à cet effet dans l'arrêté d'exécution visé à l'article 106/2, § 4,</a> peuvent figurer dans l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique.</p> <p>A cette fin, deux questions distinctes sont posées par l'opérateur à l'abonné :</p> <p>1° s'il souhaite que ses coordonnées figurent dans l'annuaire universel et dans le service de renseignements universel;</p> <p>2° s'il souhaite que ses coordonnées figurent dans d'autres annuaires ou d'autres services de renseignements.</p> <p>Pour l'inscription ou la non-inscription de données à caractère personnel <del>minimales</del> d'un abonné <a href="#">qui sont désignées dans l'arrêté d'exécution visé à l'article 106/2, § 4,</a> dans l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique, aucune charge ne peut être imposée.</p> <p>Si l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique peut être utilisé pour d'autres applications que la recherche de données à caractère personnel sur la base du nom, et le cas échéant, le domicile, la résidence ou le lieu d'établissement de l'abonné, l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique ne peut offrir ces applications que si l'abonné en question donne son consentement distinct à cet effet.</p> <p><del>Par consentement au sens du présent article, on entend la manifestation de volonté libre,</del></p>

<p>informatie berustende wilsuiting, waarmee de betrokken abonnee of zijn wettelijke vertegenwoordiger aanvaardt dat persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, voor de in het vorige lid bedoelde toepassing worden verwerkt.</p> <p>§ 2. Iedere abonnee is gerechtigd de persoonsgegevens die op hem betrekking hebben in te zien overeenkomstig de voorwaarden bepaald door of krachtens de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.</p> <p>Iedere abonnee is bovendien gerechtigd om kosteloos, volgens de procedures en onder de voorwaarden bepaald door de Koning, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van het Instituut, de persoonsgegevens die op hem betrekking hebben te laten verbeteren of te laten verwijderen uit de telefoongids of de telefooninlichtingendienst.</p>	<p>spécifique et basée sur des informations par laquelle l'intéressé ou son représentant légal accepte que des données à caractère personnel le concernant soient traitées pour l'application visée à l'alinéa précédent.</p> <p>§ 2. Tout abonné a le droit de consulter les données à caractère personnel le concernant conformément aux conditions fixées par ou en vertu de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.</p> <p>Tout abonné a en outre le droit de faire corriger ou de faire supprimer gratuitement de l'annuaire ou du service de renseignements téléphonique, les données à caractère personnel le concernant selon les procédures et aux conditions fixées par le Roi après avis de la Commission de la protection de la vie privée et de l'Institut.</p>
<p><b>Art. 145.</b> § 1. (Met een geldboete van 50 tot 50 000 EUR wordt gestraft de persoon die de artikelen 15, 32, 33, 35, 41, 42, <a href="#">106/2, § 3</a>, 114, 124, en de aanbieders bedoeld in artikel 126, § 1, eerste lid, 127 en de ter uitvoering van de artikelen 32, 39, § 3, 47, <a href="#">106/2</a>, 126, 126/1 en 127 genomen besluiten overtreedt.)</p> <p>§ 2. Met een geldboete van 200 tot 2 000 EUR en met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar of met één van die straffen alleen wordt gestraft de persoon die artikel 13/1, § 1, en de ter uitvoering van artikel 16 genomen besluiten overtreedt.</p> <p>§ 3. Met een geldboete van 500 tot 50 000 EUR en met een gevangenisstraf van één tot vier jaar of met één van die straffen alleen wordt gestraft :</p> <p>1° de persoon, die op bedrieglijke wijze elektronische communicatie door middel van een elektronische-communicatienetwerk tot stand brengt, teneinde zichzelf of aan een andere persoon wederrechtelijk een voordeel te verschaffen;</p> <p>2° (opgeheven)</p> <p>3° de persoon die welk toestel dan ook opstelt dat bestemd is om een van de voorgaande inbreuken te begaan, alsook een poging om deze te begaan.</p> <p>(§ 3bis. Met een geldboete van 50 EUR tot 300 EUR en met een gevangenisstraf van vijftien dagen tot twee jaar of met één van die straffen</p>	<p><b>Art. 145.</b> § 1er. (Est punie d'une amende de 50 à 50 000 EUR, la personne qui enfreint les articles 15, 32, 33, 35, 41, 42, <a href="#">106/2, § 3</a>, 114, 124, 126, 126/1, 127 et les arrêtés pris en exécution des articles 32, 39, § 3, 47, <a href="#">106/2</a>, 126, 126/1</p> <p>§ 2. Est punie d'une amende de 200 à 2 000 EUR et d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un an ou d'une de ces peines seulement, la personne qui enfreint l'article 13/1, § 1er, et les arrêtés pris en exécution de l'article 16.</p> <p>§ 3. Est punie d'une amende de 500 à 50 000 EUR et d'une peine d'emprisonnement d'un à quatre ans ou d'une de ces peines seulement :</p> <p>1° la personne qui réalise frauduleusement des communications électroniques au moyen d'un réseau de communications électroniques afin de se procurer ou de procurer à autrui un avantage illicite;</p> <p>2° (abroge)</p> <p>3° la personne qui installe un appareil quelconque destiné à commettre une des infractions susmentionnées, ainsi que la tentative de commettre celles-ci.</p> <p>(§ 3bis. Est punie d'une amende de 20 EUR à 300 EUR et d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans ou d'une de ces peines seulement la personne qui utilise un réseau ou un service de communications électroniques ou d'autres moyens de communications électroniques afin d'importuner son correspondant ou de provoquer des dommages ainsi que la personne qui installe</p>

alleen worden gestraft de persoon, die een elektronische-communicatienetwerk of -dienst of andere elektronische communicatiemiddelen gebruikt om overlast te veroorzaken aan zijn correspondent of schade te berokkenen alsook de persoon die welk toestel dan ook opstelt dat bestemd is om de voorgaande inbreuk te begaan, alsook een poging om deze te begaan.)

§ 3ter. Met geldboete van 50 euro tot 50 000 euro en met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar of met één van die straffen alleen wordt gestraft :

1° iedere persoon die, naar aanleiding van de uitoefening van zijn functie, buiten de gevallen die de wet bepaalt of zonder inachtneming van de vormen die zij voorschrijft, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, de gegevens bedoeld in artikel 126 op enige manier overneemt, onder zich houdt, of er enig gebruik van maakt;

2° hij die, terwijl hij weet dat de gegevens bekomen zijn door het plegen van het misdrijf bedoeld in 1°, deze gegevens bij zich houdt, aan een andere persoon onthult of verspreidt, of er enig gebruik van maakt.

§ 4. De verbeurdverklaring van apparaten die niet voldoen aan de voorwaarden van de artikel en 32, 33, 35 en 37 wordt altijd uitgesproken.

un appareil quelconque destiné à commettre l'infraction susmentionnée, ainsi que la tentative de commettre celle-ci.)

§ 3ter. Est puni d'une amende de 50 euros à 50 000 euros et d'une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans ou d'une de ces peines seulement :

1° toute personne qui, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, hors les cas prévus par la loi ou sans respecter les formalités qu'elle prescrit, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, reprend de quelque manière que ce soit, détient, ou fait un usage quelconque des données visées à l'article 126;

2° celui qui, sachant que les données ont été obtenues par la commission de l'infraction visée au 1°, les détient, les révèle à une autre personne, les divulgue ou en fait un usage quelconque.

§ 4. La confiscation d'appareils ne satisfaisant pas aux conditions prévues aux articles 32, 33, 35 et 37 est toujours prononcée.

## Annexe 4. Projet d'arrêté royal pris en exécution du nouvel article 106/2

KONINKRIJK BELGIË	ROYAUME DE BELGIQUE
<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>	<b>SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ENERGIE</b>
<b>[DATUM] - Koninklijk besluit betreffende de centrale nummerdatabank</b>	<b>[DATE] - Arrêté royal relatif à la base de données de numéros centrale</b>
<b>Verslag aan de Koning</b>	<b>Rapport au Roi</b>
Sire,	Sire,
Het ontwerp van koninklijk besluit dat u ter ondertekening wordt voorgelegd bepaalt de nadere regels inzake de centrale nummerdatabank die opgericht wordt bij artikel 106/2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.	Le projet d'arrêté royal soumis à Votre signature fixe les modalités de la base de données de numéros centrale créée par l'article 106/2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.
Dit besluit bepaalt enerzijds de abonneegegevens die opgenomen zullen worden in de centrale nummerdatabank en wie tot welke van deze abonneegegevens toegang krijgt; anderzijds wordt het beheer en de kostenverdeling van de centrale nummerdatabank vastgelegd.	D'une part, il détermine les données abonnés à inclure dans la base de données de numéros centrale et qui a accès à quelles données abonnés ; d'autre part, il établit la gestion et la répartition des coûts de la base de données de numéros centrale.
Artikelsgewijze bespreking	Commentaire article par article
Artikel 1 bepaalt de definities. De meeste van deze definities spreken voor zich. Bij de definitie van geografische adresgegevens willen we opmerken dat deze ten dele is overgenomen uit de definitie van "minimale abonneegegevens" zoals vermeld in artikel 1,4°, a) en c) van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende de voorwaarden waaronder de telefoongidsen worden vervaardigd, verkocht of verspreid, de inhoud en de vorm van de aangifte die bij het Instituut moet worden gedaan. Dezelfde definitie van minimale abonneegegevens is trouwens te vinden in het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende de telefooninlichtingendiensten. Aan de "minimale abonneegegevens" wordt evenwel het postnummer van de gemeente toegevoegd. Er wordt ook verduidelijkt dat voor de mobiele diensten de klantgegevens worden doorgegeven en voor de vaste diensten het installatie-adres. Het installatieadres en het	L'article 1er énonce les définitions. La plupart de ces définitions parlent d'elles-mêmes. En ce qui concerne la définition des coordonnées géographiques, nous tenons à remarquer qu'elle est partiellement tirée de la définition des « données abonnés minimales » telles que visées à l'article 1er, 4°, a) et c) de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif aux conditions dans lesquelles sont confectionnés, vendus ou distribués les annuaires, le contenu et la forme de la déclaration à faire auprès de l'Institut. La même définition figure d'ailleurs dans l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif aux services de renseignements téléphoniques. Le code postal de la commune est toutefois ajouté aux « données abonnés minimales ». Il est également précisé que pour la téléphonie vocale mobile, ce sont les données du client qui doivent être transmises et pour la téléphonie vocale fixe, il s'agit de l'adresse d'installation. En effet, l'adresse d'installation et l'adresse du client

<p>klantadres kan immers verschillen, bv. in het geval van een onderneming met meerdere vestigingen, klanten die voor familieleden de dienstverlening bekostigen etc. Daarom is voor de vaste diensten enkel het installatie-adres relevant.</p>	<p>peuvent être différentes, par exemple dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs succursales, de clients qui paient les services au nom de membres de leur famille, etc. Par conséquent, seule l'adresse d'installation est pertinente pour la téléphonie vocale fixe.</p>
<p>Artikel 2 stelt dat de operatoren verantwoordelijk zijn voor de invoer van de abonneegegevens in de centrale nummerdatabank. Ook zorgen zij er voor dat deze gegevens worden geactualiseerd wanneer de abonnee een wijziging doorgeeft aan de operator. De operatoren zijn voor de actualisering immers afhankelijk van de informatie die hen door hun abonnees wordt aangereikt.</p>	<p>L'article 2 prévoit que les opérateurs sont responsables de l'introduction des données abonnés dans la base de données de numéros centrale. Ils veillent également à ce que ces données soient mises à jour chaque fois que l'abonné communique un changement à l'opérateur. Les opérateurs dépendent en effet des informations fournies par leurs abonnés pour les mises à jour.</p>
<p>Wanneer een abonnee zijn abonneegegevens wil wijzigen, richt hij zich daartoe tot zijn operator.</p>	<p>En effet, lorsqu'un abonné souhaite faire modifier ses données, il s'adresse à son opérateur.</p>
<p>Een goede praktijk voor de frequentie van de actualisering van de gegevens zou erin bestaan de bijgewerkte gegevens binnen de werkdag na hun wijziging over te brengen in de systemen van de operator. Met "wijziging" bedoelen we zowel de wijziging van gegevens met betrekking tot een bestaande lijn (bijvoorbeeld een adreswijziging van de abonnee), als de introductie van gegevens inzake een nieuwe lijn of de schrapping van gegevens inzake een gedeactiveerde lijn.</p>	<p>En ce qui concerne la fréquence de l'actualisation des données, une bonne pratique serait de transmettre des données actualisées dans un jour ouvrable suivant leur modification dans les systèmes de l'opérateur. Par « modification », nous visons tant la modification de données relatives à une ligne existante (par exemple modification de l'adresse de l'abonné), que l'introduction de données relatives à une nouvelle ligne, ou encore la suppression de données relatives à une ligne désactivée.</p>
<p>Voor alle duidelijkheid wordt er op gewezen dat de operatoren die door artikel 2 worden geïdendeerd, operatoren zijn die de contractuele relatie met de abonnee hebben.</p>	<p>Par souci de clarté, il convient de souligner que les opérateurs visés par l'article 2 sont ceux qui entretiennent la relation contractuelle avec l'abonné.</p>
<p>De artikelen 3 en 4 stellen de abonneegegevens vast die in de centrale nummerdatabank worden verwerkt. Deze bepalingen zijn grotendeels overgenomen uit het voormelde koninklijk besluit van 27 april 2007. Deze bepalingen bevatten wel enkele aanpassingen : a) In het belang van de nooddiensten wordt van operatoren verwacht dat zij informatie over het nomadische karakter van een nummer vermelden wanneer zij over die informatie beschikken (artikel 3, 5°); b) De initialen van de abonnee in kwestie moeten alleen vermeld worden wanneer de operator daarover beschikt (artikel 3, 2°)</p>	<p>Les articles 3 et 4 déterminent les données abonnés qui doivent figurer dans la base de données de numéros centrale. Ces dispositions sont reprises en grande partie de l'arrêté royal du 27 avril 2007 précité. Ces dispositions contiennent toutefois quelques adaptations : a) Dans l'intérêt des services d'urgence, il est attendu des opérateurs qu'ils fournissent des informations concernant le caractère nomade d'un numéro lorsqu'ils disposent de ces informations (article 3, 5°) ; b) Les initiales de l'abonné en question ne doivent être renseignées que si l'opérateur en dispose (article 3, 2°).</p>
<p>Ten behoeve van de nooddiensten wordt in</p>	<p>Dans l'intérêt des services d'urgence, l'article 5</p>

<p>artikel 5 bepaald dat in de centrale nummerdatabank wordt vermeld bij welke operator de klant zijn abonnement heeft.</p>	<p>dispose que l'opérateur auprès duquel le client a souscrit un abonnement doit être mentionné dans la base de données de numéros centrale.</p>
<p>Artikel 6 bepaalt tot welke abonneegegevens de nooddiensten en het centrale communicatieplatform Be-Alert, toegang krijgen.</p>	<p>L'article 6 définit les données abonnés auxquelles les services d'urgence et la plateforme centrale de communication BE-Alert ont accès.</p>
<p>Dit artikel moet tezamen met artikel 14 worden gelezen waarin wordt bepaald dat de toegang beveiligd moet zijn en moet toelaten om respectievelijk in real-time de telefoonnummers van hun inkomende oproepen te identificeren of een lijst van telefoonnummers te bekomen voor een of meerdere gemeenten. Zoals vermeld in artikel 106/2, § 3, moet deze beveiliging passend zijn.</p>	<p>Cet article doit être lu conjointement avec l'article 14, qui stipule que l'accès doit être sécurisé et doit permettre aux utilisateurs d'identifier en temps réel les numéros de téléphone de leurs appels entrants ou d'obtenir une liste de numéros de téléphone pour une ou plusieurs communes. Comme indiqué à l'article 106/2, § 3, cette sécurité doit être appropriée.</p>
<p>Artikel 7 bepaalt tot welke abonneegegevens de aanbieders van telefoongidsen en -inlichtingendiensten toegang krijgen.</p>	<p>L'article 7 définit les données abonnés auxquelles les fournisseurs d'annuaires ou de services de renseignements téléphoniques ont accès.</p>
<p>Dienaangaande wordt benadrukt dat overeenkomstig artikelen 45, § 4 en 46, § 4 van de wet de aldus bekomen abonneegegevens voor geen andere doeleinden gebruikt mogen worden dan voor het aanbieden van respectievelijk telefoongidsen en -inlichtingendiensten.</p>	<p>À cet égard, il convient de souligner que, conformément aux articles 45, § 4 et 46, § 4, de la loi, les données abonnés ainsi obtenues ne peuvent être utilisées à d'autres fins que la fourniture d'annuaires et de services de renseignements téléphoniques.</p>
<p>Wanneer een abonnee de gegevens die hij aan zijn operator heeft bezorgd, en die die operator dan aan de centrale nummerdatabank heeft overgemaakt, wenst te wijzigen, zal hij dit via zijn operator doen : er is geen terugkoppeling vanuit de centrale nummerdatabank naar de operatoren voorzien en het moet worden vermeden dat abonneegegevens die vermeld worden in de centrale nummerdatabank, gaan verschillen van de abonneegegevens waarover de operatoren beschikken. Een enkel loket voor de klant, in combinatie met een hoge updatefrequentie voor de operator biedt de beste waarborgen. Bovendien heeft tweewegverkeer tussen de centrale databank en de operatoren een hoge kost en zal steeds voor een synchronisatieprobleem zorgen, een tijdsloop en mogelijk een 'vervuiling' van de gegevens. Het is voor de abonnee ook vreemd zich te moeten wenden tot een centrale databeheerder waarmee hij niet bekend is. De wijziging aan de bron, bij de operator van de klant, biedt meer garanties op een correcte dataverwerking.</p>	<p>Si un abonné souhaite modifier les données qu'il a fournies à son opérateur, et que celui-ci a ensuite transmises à la base de données de numéros centrale, il le fera par l'intermédiaire de son opérateur : il n'y a pas de retour d'information de la base de données de numéros centrale vers les opérateurs et il faut éviter que les données abonnés mentionnées dans la base de données de numéros centrale diffèrent des données abonnés détenues par les opérateurs. Étant donné que le gestionnaire de la base de données de numéros centrale ne peut être ni un opérateur ni un service de renseignements, il s'agit pour le client d'une partie totalement inconnue. Un guichet unique pour le client, combiné à une fréquence de mise à jour élevée pour l'opérateur, offre les meilleures garanties. De plus, le trafic bidirectionnel entre la base de données centrale et les opérateurs est très coûteux et entraînera toujours un problème de synchronisation, un décalage dans le temps et éventuellement une « contamination » des données. Il est également singulier que</p>

	<p>l'abonné doit s'adresser à un gestionnaire central de données qu'il ne connaît pas. Un changement à la source, auprès de l'opérateur du client, offre davantage de garanties pour un traitement correct des données.</p>
<p>Artikel 9 regelt de toegang van het Instituut tot de gegevens in de centrale nummerdatabank. Deze toegang is verantwoord doordat het Instituut toezicht moet houden op de wet en onderhavig uitvoeringsbesluit. Deze toegang laat het Instituut ook om na te gaan of de gegevens in de centrale nummerdatabank actueel en correct zijn.</p>	<p>L'article 9 règle l'accès de l'Institut aux données de la base de données de numéros centrale. Cet accès est justifié par le fait que l'Institut doit surveiller l'application de la loi et du présent arrêté d'exécution. Cet accès permet également à l'Institut de vérifier si les données contenues dans la base de données de numéros centrale sont à jour et correctes.</p>
<p>Artikel 10 bepaalt dat de operatoren die openbare telefoondiensten aanbieden de CNDB oprichten.</p>	<p>L'article 10 prévoit que les opérateurs fournissant des services téléphoniques accessibles au public doivent créer la BDNC.</p>
<p>Dit artikel bepaalt ook dat de operatoren de beheerder van de CNDB aanwijzen. Bij de aanwijzing van die beheerder zal het belangrijk zijn om belangenconflicten te vermijden, door uit te kijken naar een dienstverlener die geen operator is noch een aanbieder van telefoongidsen en telefooninlichtingendiensten.</p>	<p>Cet article prévoit également que les opérateurs désignent le gestionnaire de la BDNC. Lors de la désignation de ce gestionnaire, il sera important d'éviter tout conflit d'intérêt, en s'orientant vers un fournisseur qui n'est ni opérateur, ni fournisseur d'annuaires et de services de renseignements.</p>
<p>Artikel 11 preciseert dat entiteit die de centrale nummerdatabank beheert de verwerkingsverantwoordelijke is voor de persoonsgegevens die in haar bezit zijn; de operatoren blijven de verwerkingsverantwoordelijke voor de gegevens die in hun bezit zijn.</p>	<p>L'article 11 précise que l'entité qui gère la base de données de numéros centrale est le responsable du traitement des données à caractère personnel en sa possession ; les opérateurs restent les responsables du traitement des données en leur possession.</p>
<p>Artikel 12 bepaalt de principes volgens dewelke de centrale nummerdatabank wordt beheerd. Deze principes spreken voor zich. Wat betreft de mogelijkheid, onder toezicht van het Instituut, om de centrale nummerdatabank te gebruiken voor andere doeleinden dan de verwerking van abonneegegevens zoals bepaald in onderhavig besluit, kan het volgende worden gesteld : deze bepaling heeft tot doel om te anticiperen op het eventueel gebruik van de centrale nummerdatabank voor meer commerciële of technisch geavanceerde toepassingen maar terzelfder tijd te vermijden dat de centrale nummerdatabank zou worden misbruikt voor bijvoorbeeld marketingacties. Wanneer het Instituut toestemming geeft voor de uitbating van de centrale nummerdatabank</p>	<p>L'article 12 définit les principes selon lesquels la base de données de numéros centrale est gérée. Ces principes parlent d'eux-mêmes. En ce qui concerne la possibilité, sous la supervision de l'Institut, d'utiliser la base de données de numéros centrale à d'autres fins que le traitement des données abonnés tel que prévu dans le présent arrêté, l'on peut dire ce qui suit : cette disposition vise à anticiper l'utilisation éventuelle de la base de données de numéros centrale pour des applications plus commerciales ou techniquement avancées, tout en évitant que la base de données de numéros centrale ne soit utilisée abusivement pour des actions de marketing par exemple. Lorsque l'Institut autorise l'exploitation de la base de données de numéros centrale à d'autres fins, il</p>

<p>voor andere doeleinden, stelt het ook de tarieven vast die voor deze uitbating kunnen gevraagd worden.</p>	<p>fixe également les tarifs pouvant être demandés pour cette exploitation.</p>
<p>Artikel 13 wordt ingegeven door de noodzaak voor de nooddiensten om te kunnen beschikken over de meest actuele adres- en andere persoonsgegevens in geval van een noodoproep.</p>	<p>L'article 13 est dicté par la nécessité pour les services d'urgence de disposer des adresses et autres données à caractère personnel les plus récentes en cas d'appel d'urgence.</p>
<p>Artikelen 14 en 15 benadrukken dat zowel de nooddiensten als de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten moeten kunnen beschikken over een beveiligde verbinding waarlangs zij de betreffende gegevens kunnen bekomen. Overeenkomstig de verordening nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG moet deze beveiliging passend zijn, in overeenstemming met de stand der techniek.</p>	<p>Les articles 14 et 15 soulignent que tant les services d'urgence que les fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements téléphoniques doivent pouvoir disposer d'une connexion sécurisée par laquelle ils peuvent obtenir les données concernées. Conformément au Règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, cette sécurité doit être appropriée, selon l'état de la technique.</p>
<p>Artikel 16 behoeft geen commentaar.</p>	<p>L'article 16 ne nécessite pas de commentaire.</p>
<p>Artikel 17 bepaalt dat aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten aan de centrale nummerdatabank een vergoeding moeten betalen die gebaseerd is op de kosten. Hierbij moet in acht worden genomen dat de artikelen 45 en 46 van de wet bepalen dat de voorwaarden die aan aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten worden opgelegd voor het bekomen van de noodzakelijke abonneegegevens "<i>billijke, redelijke en niet-discriminerende, technische, financiële en commerciële voorwaarden</i>" moeten zijn. Artikel 17 biedt geen ruimte om daarvan af te wijken.</p>	<p>L'article 17 prévoit que les fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements téléphoniques versent à la base de données de numéros centrale une redevance basée sur les coûts. Il convient de noter que les articles 45 et 46 de la loi prévoient que les conditions imposées aux fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements téléphoniques pour obtenir les données abonnés nécessaires doivent être « <i>des conditions techniques, financières et commerciales équitables, raisonnables et non discriminatoires.</i> » L'article 17 ne permet pas d'y déroger.</p>
<p>Artikel 18 bepaalt de verdeling van de jaarlijkse kosten voor het beheer van de centrale nummerdatabank tussen grote(re) operatoren (meer dan 20.000 actieve nummers) en kleinere operatoren (minder van 20.000 actieve nummers). Deze laatste betalen geen jaarlijkse kosten. Alle operatoren met meer dan 20.000 actieve nummers moeten aan de jaarlijkse kosten deelnemen, ongeacht of zij al dan niet lid zijn</p>	<p>L'article 18 détermine la répartition des coûts annuels pour la gestion de la base de données de numéros centrale entre les grands opérateurs (plus de 20 000 numéros actifs) et les petits opérateurs (moins de 20 000 numéros actifs). Ces derniers ne paient pas de coûts annuels. Tous les opérateurs ayant plus de 20 000 numéros actifs doivent participer aux coûts annuels, qu'ils soient ou non membres de</p>

van de entiteit die instaat voor het beheer van de centrale nummerdatabank.	l'entité chargée de la gestion de la base de données de numéros centrale.
Artikel 19 bepaalt dat operatoren kunnen bijdragen in de prefinanciering van de centrale nummerdatabank zodat deze daadwerkelijk opgericht kan worden en haar taken kan gaan uitvoeren alvorens zij zelf over inkomsten beschikt. Deze operatoren krijgen vanwege de centrale nummerdatabank hun ingelegde prefinanciering terugbetaald over een periode van 3 jaar te rekenen vanaf de toepassing van de jaarlijkse kosten vermeld in artikel 18.	L'article 19 prévoit que les opérateurs peuvent contribuer au préfinancement de la base de données de numéros centrale pour lui permettre d'être effectivement mise en place et d'exécuter ses tâches avant qu'elle ne dispose de ses propres revenus. La base de données de numéros centrale remboursera le préfinancement versé à ces opérateurs sur une période de trois ans à compter de l'application des coûts annuels visés à l'article 18.
Artikel 20 behoeft geen commentaar.	L'article 20 ne nécessite pas de commentaire.
<p>Artikelen 21 en 22 bepalen dat de artikelen 3 en 4 in de koninklijke besluiten van 27 april 2007 betreffende respectievelijk de telefoongidsen en de inlichtingendiensten worden opgeheven. Artikel 3 betreft het meedelen aan het Instituut van de personen die de abonneegegevens leveren aan de betreffende directory services. Deze bepaling heeft geen zin meer aangezien de aanbieders van telefoongidsen en - inlichtingendiensten de noodzakelijke abonneegegevens betrekken van de centrale nummerdatabank.</p> <p>Artikel 4 geeft een beschrijving van de "minimale abonneegegevens. Artikel 6 van onderhavig besluit bepaalt evenwel over welke abonneegegevens de aanbieders van telefoongidsen en - inlichtingendiensten zullen kunnen beschikken. Artikel 4 van de genoemde koninklijke besluiten van 27 april 2007 is daarmee niet langer verenigbaar.</p>	<p>Les articles 21 et 22 prévoient l'abrogation des articles 3 et 4 des arrêtés royaux du 27 avril 2007 relatifs respectivement aux annuaires téléphoniques et aux services de renseignements téléphoniques. L'article 3 concerne la notification à l'Institut des personnes fournissant des données abonnés aux services d'annuaires concernés. Cette disposition n'est plus pertinente puisque les fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements téléphoniques obtiennent les données abonnés nécessaires à partir de la base de données de numéros centrale.</p> <p>L'article 4 définit les « données abonnés minimales ». L'article 6 du présent arrêté définit toutefois les données abonnés auxquelles les fournisseurs d'annuaires ou de services de renseignements téléphoniques pourront accéder. L'article 4 des arrêtés royaux du 27 avril 2007 précités n'est donc plus compatible.</p>
De artikelen 23 en 24 behoeven geen commentaar.	Les articles 23 et 24 ne nécessitent pas de commentaire.
De adviezen van de Gegevensbeschermingsautoriteit en van de Raad van State werden integraal gevolgd.	Les avis de l'Autorité de protection des données et du Conseil d'État ont été suivis intégralement.
Ik heb de eer te zijn, Sire, Van Uwe Majesteit, de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,	J'ai l'honneur d'être, Sire, de Votre Majesté, le très respectueux et très fidèle serviteur,
De Minister van Telecommunicatie, P. DE SUTTER	La Ministre des Télécommunications, P. DE SUTTER
<b>[DATUM] - Koninklijk besluit betreffende de centrale nummerdatabank</b>	<b>[DATE] - Arrêté royal relatif à la base de données de numéros centrale</b>

FILIP, Koning der Belgen,	PHILIPPE, Roi des Belges,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.	À tous, présents et à venir, Salut.
Gelet op artikel 106/2, § 4, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie	Vu l'article 106/2, § 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;
Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd conform de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;	Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;
Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op ...;	Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le ... ;
Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op ... ;	Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le .... ;
Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op ...;	Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le ...;
Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begrotingd.d. ...;	Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le ...;
Gelet op advies ... van de Raad van State, gegeven op [DATUM], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;	Vu l'avis ... du Conseil d'Etat, donné le [DATE], en application de l'article 84, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;
Op de voordracht van de Minister van Telecommunicatie ,	Sur la proposition du Ministre des Télécommunications ;
Hebben Wij besloten en besluiten Wij :	Nous avons arrêté et arrêtons :
<b>HOOFDSTUK I. - Definities.</b>	<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup> - Définitions</b>
<b>Artikel 1.</b> Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:	<b>Article 1<sup>er</sup>.</b> Pour l'application du présent arrêté, on entend par :
1° " Wet " : de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;	1° « Loi » : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;
2° " Centrale nummerdatabank" : centrale nummerdatabank in de zin van artikel 106/2 van de wet;	2° « Base de données de numéros centrale » : la base de données de numéros centrale au sens de l'article 106/2 de la loi;

<p>3° "Aanbieders van telefoongidsen of -inlichtingendiensten": aanbieders in de zin van de artikelen 45 en 46 van de wet;</p>	<p>3° « Fournisseurs d'annuaires ou de services de renseignements téléphoniques » : les fournisseurs au sens des articles 45 et 46 de la loi ;</p>
<p>4° geografische adresgegevens : de adresgegevens van de abonnee; deze behelzen voor vaste elektronische communicatiediensten de straatnaam, het huisnummer, het busnummer, de postcode en de gemeente waar deze dienst is geïnstalleerd; voor mobiele diensten behelzen ze de straatnaam, het huisnummer, het busnummer, de postcode en de gemeente waar de abonnee gevestigd is;</p>	<p>4° « Coordonnées géographiques » : les coordonnées de l'abonné ; celles-ci comprennent pour les services de communications électroniques fixes le nom de rue, le numéro de maison, le numéro de boîte, le code postal et la commune où est installé le service ; en ce qui concerne les services de communications électroniques mobiles, elles comprennent le nom de rue, le numéro de maison, le numéro de boîte, le code postal et la commune de l'endroit où est établi l'abonné ;</p>
<p>5° "Centraal communicatieplatform " : het centrale communicatieplatform in de zin van de artikelen 106/1 van de wet;</p>	<p>5° « Plateforme centrale de communication » : la plateforme centrale de communication au sens de l'article 106/1 de la loi ;</p>
<p>6° " Algemene Verordening Gegevensbescherming": Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.</p>	<p>6° « Règlement général sur la protection des données » : Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.</p>
<p>7° "eenmalige aansluitingskost": de kosten om een nieuwe operator die aan te sluiten op de centrale nummerdatabank;</p>	<p>7° « coût de raccordement unique » : le coût pour raccorder un nouvel opérateur à la base de données de numéros centrale ;</p>
<p>8° " jaarlijkse kosten centrale nummerdatabank " : de kosten om de centrale nummerdatabank op te zetten, uit te breiden en uit te baten, alsmede de kosten van de entiteit die belast is met het beheer ervan.</p>	<p>8° « coûts annuels de la base de données de numéros centrale » : les coûts engendrés par la création, l'extension et l'exploitation de la base de données de numéros centrale, ainsi que les coûts de l'entité chargée de sa gestion.</p>
<p><b>HOOFDSTUK II. – Gegevens die in de centrale nummerdatabank worden opgenomen.</b></p>	<p><b>CHAPITRE II. – Données figurant dans la base de données de numéros centrale.</b></p>
<p><b>Art. 2.</b> § 1. Operatoren die openbare telefoondiensten aanbieden, voeren met betrekking tot hun abonnees de in artikel 3 en, in voorkomend geval, de in artikelen 4 en 5 vermelde gegevens in de centrale nummerdatabank in. Zij dragen er zorg voor dat deze gegevens actueel zijn en dat de abonneegegevens die het voorwerp van</p>	<p><b>Art. 2.</b> § 1<sup>er</sup>. Les opérateurs qui offrent des services téléphoniques publics transmettent, en ce qui concerne leurs abonnés, les données mentionnées à l'article 3, ainsi que, le cas échéant, les données mentionnées aux articles 4 et 5, à la base de données de numéros centrale. Ils veillent à ce que ces données soient actuelles et à ce que les</p>

wijziging zijn door de abonnee, onverwijld door de centrale nummerdatabank worden aangepast of verwijderd.	données-abonnés dont ils savent qu'elles ne sont plus actuelles soient immédiatement adaptées ou supprimées de la base de données de numéros centrale.
<b>Art. 3.</b> De centrale nummerdatabank bevat de volgende abonneegevens :	<b>Art. 3.</b> La base de données de numéros centrale contient les données-abonnés suivantes :
1° het nummer van de abonnee ;	1° le numéro de l'abonné ;
2° de naam, voornaam en, indien de operator daarover beschikt, het initiaal of de initialen van de gebruikelijke voornaam van de abonnee wanneer de abonnee een natuurlijke persoon is ;	2° les nom, prénom et, si l'opérateur en dispose, l'initiale ou les initiales du prénom usuel de l'abonné lorsque l'abonné est une personne physique ;
3° de naam van het bedrijf, de instantie of onderneming wanneer de abonnee geen natuurlijke persoon is ;	3° le nom de la société, de l'instance ou de l'entreprise lorsque l'abonné n'est pas une personne physique ;
4° de geografische adresgegevens van de abonnee;	4° les coordonnées géographiques de l'abonné ;
5° een aanduiding die aangeeft of een nummer voor een vaste of mobiele dienst wordt gebruikt; het nomadische gebruik wordt eveneens vermeld wanneer de operator over deze gegevens beschikt;	5° une mention indiquant si le numéro est utilisé pour un service fixe ou mobile ; l'utilisation nomade est également indiquée lorsque l'opérateur dispose de ces données ;
6° een aanduiding die aangeeft dat de abonnee zijn akkoord heeft gegeven om opgenomen te worden in telefoongidsen en inlichtingendiensten.	6° une mention indiquant que l'abonné a donné son consentement pour être repris dans des annuaires téléphoniques et des services de renseignements.
<b>Art. 4.</b> De abonnee die een natuurlijke persoon is, kan een aparte toestemming geven aan zijn operator om zijn beroepsbezigheid in de centrale nummerdatabank op te nemen met als doel deze aan aanbieders van telefoongidsen of -inlichtingendiensten te bezorgen.	<b>Art. 4.</b> L'abonné qui est une personne physique peut donner un consentement distinct à son opérateur pour que son activité professionnelle soit reprise dans la base de données de numéros centrale afin de la fournir aux fournisseurs d'annuaires ou de services de renseignements téléphoniques.
<b>Art. 5.</b> De centrale nummerdatabank bevat per nummer van abonnee eveneens de naam van de operator die de contractuele relatie met de abonnee heeft.	<b>Art. 5.</b> La base de données de numéros centrale contient également par numéro d'abonné le nom de l'opérateur qui a la relation contractuelle avec l'abonné.
<b>HOOFDSTUK III. – Toegang tot de abonneegevens</b>	<b>CHAPITRE III. – Accès aux données-abonnés.</b>
<b>Art. 6.</b> De nooddiensten die ter plaatse hulp bieden evenals het centrale communicatieplatform hebben toegang tot de gegevens opgenomen in artikel 3, 1° tot 5°, en artikel 5.	<b>Art. 6.</b> Les services d'urgence offrant de l'aide sur place ainsi que la plateforme centrale de communication ont accès aux données visées à l'article 3, 1° à 5°, et à l'article 5.

<p><b>Art. 7.</b> Aanbieders van telefoongidsen of -inlichtingendiensten krijgen toegang tot de gegevens opgenomen in artikel 3, 1° tot 4° alsook tot de gegevens vermeld in artikel 4 in de mate dat de betreffende abonnees hun akkoord gegeven hebben om te worden opgenomen in de telefoongidsen en -inlichtingendiensten’.</p>	<p><b>Art. 7.</b> Les fournisseurs d’annuaires ou services de renseignements reçoivent accès aux informations reprises à l’article 3, 1° à 4°, ainsi qu’aux informations mentionnées à l’article 4, dans la mesure où les abonnés concernés ont marqué leur accord pour être repris dans les annuaires et services de renseignements.</p>
<p><b>Art. 8.</b> Iedere abonnee heeft kosteloos toegang tot de eigen gegevens.</p>	<p><b>Art. 8.</b> Chaque abonné a accès à ses propres données gratuitement.</p>
<p>Daartoe stelt de entiteit die de centrale nummerdatabank beheert, een dienst ter beschikking die de betrokken abonnees op beveiligde wijze toegang toestaat.</p>	<p>À cet effet, l’entité qui gère la base de données de numéros centrale met à disposition un service qui octroie un accès sécurisé aux abonnés concernés.</p>
<p>Deze dienst wordt duidelijk vermeld op de website van de centrale nummerdatabank evenals op de websites van de betrokken operatoren en van de aanbieders van telefoongidsen of - inlichtingendiensten.</p>	<p>Ce service est explicitement mentionné sur le site Internet de la base de données de numéros centrale ainsi que sur les sites Internet des opérateurs concernés et des fournisseurs d’annuaires ou de services de renseignements téléphoniques.</p>
<p><b>Art. 9.</b> In het kader van zijn wettelijke onderzoeks- en controleopdrachten heeft het Instituut toegang tot de in artikelen 3, 4 en 5 vermelde abonneegegevens.</p>	<p><b>Art. 9.</b> Dans le cadre de ses missions de recherche et de contrôle, l’Institut a accès aux données-abonnés visées aux articles 3, 4 et 5.</p>
<p style="text-align: center;"><b>HOOFDSTUK IV. – Beheer en werking van de centrale nummerdatabank</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>CHAPITRE IV. – Gestion et fonctionnement de la base de données de numéros centrale.</b></p>
<p><b>Art. 10.</b> De centrale nummerdatabank wordt opgericht door de operatoren die openbare telefoondiensten aanbieden. De operatoren doen voor het beheer van de centrale nummerdatabank een beroep op een dienstenleverancier.</p>	<p><b>Art. 10.</b> La base de données de numéros centrale est mise en place par les opérateurs qui offrent des services téléphoniques publics. Les opérateurs font appel à un fournisseur de services pour la gestion de la base de données de numéros centrale.</p>
<p><b>Art. 11.</b> De dienstenleverancier vermeld in artikel 10 is de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van de Algemene Verordening Gegevensbescherming voor wat betreft de verwerking van de abonneegegevens in toepassing van dit besluit. Elke operator blijft de verwerkingsverantwoordelijke voor wat betreft de gegevens van zijn eigen abonnees die de operator zelf verwerkt</p>	<p><b>Art. 11.</b> Le fournisseur de service visé à l’article 10, est le responsable du traitement au sens du règlement général sur la protection des données en ce qui concerne le traitement des données-abonnés en application du présent arrêté. Chaque opérateur reste le responsable du traitement en ce qui concerne les données de ses propres abonnés qui sont traitées par l’opérateur même.</p>
<p><b>Art. 12.</b> De centrale nummerdatabank</p>	<p><b>Art. 12.</b> La base de données de numéros</p>

wordt beheerd volgens de volgende principes :	centrale est gérée selon les principes suivants :
1° de uitbating van de centrale nummerdatabank is kostendekkend met een redelijke winstmarge;	1° l'exploitation de la base de données de numéros centrale est basée sur le principe de couverture des coûts avec une marge bénéficiaire raisonnable ;
2° de abonneegegevens in de centrale nummerdatabank worden overeenkomstig de wettelijke voorwaarden ter beschikking gesteld van (i) de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden evenals het centrale communicatieplatform en (ii) de aanbieders van telefoongidsen of inlichtingendiensten, behoudens wanneer de toegang tot gevolg heeft dat de continuïteit of de integriteit van de databank in het gedrang gebracht wordt;	2° les données-abonnés qui figurent dans la base de données de numéros centrale sont mises à la disposition, conformément aux conditions légales, (i) des services d'urgence offrant de l'aide sur place ainsi que de la plateforme centrale de communication et (ii) des fournisseurs d'annuaires ou de services de renseignements téléphoniques, sauf lorsque l'accès compromet la continuité ou l'intégrité de la base de données ;
3° de uitbating van de databank voor andere doeleinden dan de verwerking van abonneegegevens zoals bepaald in dit besluit, is onderworpen aan een voorafgaande goedkeuring van het Instituut. Het Instituut stelt voorwaarden vast en de tarieven die kunnen gevraagd worden voor de uitbating van de centrale nummerdatabank voor andere doeleinden.	3° l'exploitation de la base de données à d'autres fins que le traitement des données-abonnés tel que défini dans le présent arrêté est soumise à une approbation préalable de l'Institut. L'Institut fixe des conditions et les tarifs qui peuvent être demandés pour l'exploitation de la base de données de numéros centrale à d'autres fins.
4° de entiteit die de centrale nummerdatabank uitbaat, legt ten laatste op 15 oktober van elk kalenderjaar het geraamde gedetailleerde budget, met verdeling van de geraamde jaarlijkse kosten voor de operatoren en aanbieders van telefoongidsen en -inlichtingendiensten, voor ter goedkeuring aan het Instituut. Het Instituut gaat na in welke mate de verschillende uitgaven gerechtvaardigd zijn in het licht van de opdrachten van de centrale nummerdatabank. Indien wijzigingen optreden aan een goedgekeurd budget moet dit opnieuw worden voorgelegd aan het Instituut ; het Instituut heeft een maand om het budget goed te keuren;	4° l'entité qui exploite la base de données de numéros centrale soumet, au plus tard le 15 octobre de chaque année civile, une estimation de budget détaillée, comprenant une répartition des estimations des coûts annuels pour les opérateurs et fournisseurs d'annuaires et services de renseignements, à l'approbation de l'Institut. L'Institut vérifie dans quelle mesure les différentes dépenses sont justifiées à la lumière des missions de la base de données de numéros centrale. En cas de modifications apportées à un budget approuvé, celui-ci doit à nouveau être présenté à l'Institut, qui dispose d'un mois pour approuver le budget ;
5° de centrale nummerdatabank rekent geen andere kosten aan dan deze voorzien in dit besluit.	5° la base de données de numéros centrale ne porte aucun autre coût en compte que ceux prévus dans le présent arrêté.
Indien de entiteit die de centrale nummerdatabank beheert in gebreke blijft te voldoen aan één of meer van de dit artikel genoemde vereisten, kan het Instituut de beheersmodaliteiten opleggen die het nodig acht.	Si l'entité qui gère la base de données de numéros centrale ne respecte pas une ou plusieurs des exigences mentionnées dans le présent article, l'Institut peut imposer les modalités de gestion qu'il estime nécessaires.
<b>Art 13.</b> De operatoren die openbare telefoondiensten aanbieden actualiseren de abonneegegevens in de centrale	<b>Art 13.</b> Les opérateurs qui offrent des services téléphoniques publics mettent à jour les données-abonnés dans la base de données

nummerdatabank dagelijks.	de numéros centrale quotidiennement.
<b>Art 14.</b> Doorgifte van abonneegegevens van de centrale nummerdatabank aan de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden en aan het centrale communicatie-platform verloopt als volgt :	<b>Art 14.</b> La transmission des données-abonnés de la base de données de numéros centrale aux services d'urgence qui offrent de l'aide sur place et à la plateforme centrale de communication se déroule de la manière suivante :
1° de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden beschikken over een beveiligde toegang tot een zoekmachine die hen toelaat in real-time de telefoonnummers van hun inkomende oproepen te identificeren;	1° les services d'urgence qui offrent de l'aide sur place disposent d'un accès sécurisé à un moteur de recherche qui leur permet d'identifier en temps réel les numéros de téléphone des appels entrants ;
2° het centrale communicatieplatform beschikt over een beveiligde toegang tot een zoekmachine die toelaat een lijst van telefoonnummers te bekomen voor een of meerdere gemeenten.	2° la plateforme centrale de communication dispose d'un accès sécurisé à un moteur de recherche qui permet d'obtenir une liste de numéros de téléphone pour une ou plusieurs communes.
<b>Art 15.</b> Doorgifte van abonneegegevens van de centrale nummerdatabank aan de aanbieders van telefoongidsen of -inlichtingendiensten verloopt als volgt :	<b>Art 15.</b> La transmission des données-abonnés de la base de données de numéros centrale aux fournisseurs d'annuaires ou services de renseignements téléphoniques se déroule de la manière suivante :
1° elke aanbieder van telefoongidsen of inlichtingendiensten krijgt een individuele beveiligde toegang tot een afgeschermd server, waar hij de bestanden die hij bij de centrale nummerdatabank heeft aangevraagd komt ophalen ;	1° chaque fournisseur d'annuaires ou de services de renseignements téléphoniques reçoit un accès individuel sécurisé à un serveur protégé où il retire les fichiers qu'il a demandés à la base de données de numéros centrale ;
2° het ophalen en verwerken van bestanden van de abonneegegevens gebeurt minstens tweewekelijks.	2° le retrait et le traitement des fichiers de données-abonnés a lieu au minimum toutes les deux semaines.
<b>HOOFDSTUK V. – Financiële aspecten</b>	<b>CHAPITRE V. – Aspects financiers.</b>
<b>Art. 16.</b> Elke operator betaalt de centrale nummerdatabank een éénmalige aansluitingskost van 1.500 euro.	<b>Art. 16.</b> Chaque opérateur paie la base de données de numéros centrale un coût de raccordement unique de 1 500 euros.
<b>Art. 17.</b> De aanbieders van telefoongidsen en of inlichtingendiensten die gebruik maken van de centrale nummerdatabank betalen de centrale nummerdatabank een vergoeding voor de afgenomen diensten gebaseerd op de kosten zoals bepaald door de uitbater van de centrale nummerdatabank.	<b>Art. 17.</b> Les fournisseurs d'annuaires et/ou de services de renseignements téléphoniques utilisant la base de données de numéros centrale doivent payer à la base de données de numéros centrale une redevance pour les services achetés, basée sur les coûts, tels que déterminés par l'exploitant de la base de données de numéros centrale.
<b>Art. 18.</b> De operatoren bedoeld in artikel 2 die op 1 juli van het relevante kalenderjaar meer dan 20.000 nummers actief hebben in de	<b>Art. 18.</b> Les opérateurs visés à l'article 2 qui, au 1 <sup>er</sup> juillet de l'année civile concernée, ont plus de 20 000 numéros actifs dans la base

<p>centrale nummerdatabank staan gezamenlijk in voor alle jaarlijkse kosten van de centrale nummerdatabank die openstaan na aftrek van :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) de vergoedingen ontvangen in het kader van artikel 12, 3° en</li> <li>2) alle éénmalige aansluitingskosten vermeld in artikel 16 en</li> <li>3) de vergoedingen betaald door de aanbieders van telefoongidsen en inlichtingendiensten.</li> </ol> <p>Binnen dit deel staat elke operator individueel in voor de jaarlijkse kosten evenredig met het aantal door deze operator opgenomen telefoonnummers in de centrale nummerdatabank op 1 juli van het relevante kalenderjaar ten opzichte van het totaal aantal telefoonnummers opgenomen in de centrale nummerdatabank op 1 juli van het relevante kalenderjaar.</p>	<p>de données de numéros centrale supportent ensemble tous les coûts annuels de la base de données de numéros centrale qui sont dus après déduction :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) des indemnités reçues dans le cadre de l'article 12, 3°, et</li> <li>2) de tous les coûts de raccordement uniques visés à l'article 16 et</li> <li>3) des indemnités payées par les fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements téléphoniques.</li> </ol> <p>Dans cette part, chaque opérateur paie individuellement des coûts annuels, proportionnellement au nombre de numéros de téléphone repris par cet opérateur dans la base de données de numéros centrale au 1<sup>er</sup> juillet de l'année civile pertinente par rapport au nombre total de numéros de téléphone repris dans la base de données de numéros centrale au 1<sup>er</sup> juillet de l'année civile pertinente.</p>
<p>Operatoren met minder dan 20.000 nummers actief op 1 juli van het relevante kalenderjaar, betalen geen jaarlijkse kosten.</p>	<p>Les opérateurs ayant moins de 20 000 numéros actifs au 1<sup>er</sup> juillet de l'année civile pertinente ne paient pas de coûts annuels.</p>
<p><b>Art. 19.</b> De uitgaven die worden gedaan in het kader van de prefinanciering van de centrale nummerdatabank worden terugbetaald aan de operatoren die hebben ingestaan voor de prefinanciering en verrekend over een periode van de eerste drie jaar dat de jaarlijkse kosten worden toegepast.</p>	<p><b>Art. 19.</b> Les dépenses encourues dans le cadre du préfinancement de la base de données de numéros centrale sont remboursées aux opérateurs qui ont pris en charge le préfinancement et sont portées en compte sur une période correspondant aux trois premières années au cours desquelles les coûts annuels sont appliqués.</p>
<p><b>Art. 20.</b> De kosten van de centrale nummerdatabank worden verrekend op basis van een voorschot- en een eindfactuur. Voor de voorschotfactuur wordt gewerkt met de verdeelsleutels van vorig kalenderjaar.</p> <p>Alle betalingen worden gedaan aan de entiteit die instaat voor het beheer van de centrale nummerdatabank</p> <p>Geen andere kosten dan deze vermeld in de artikelen 16 tot 19 mogen worden aangerekend.</p>	<p><b>Art. 20.</b> Les coûts afférents à la base de données de numéros centrale sont décomptés sur base d'une facture d'acompte et d'une facture finale. Concernant la facture d'acompte, l'on se base sur les clés de répartition de l'année calendrier précédente.</p> <p>Tous les paiements sont versés à l'entité chargée de la gestion de la base de données de numéros centrale.</p> <p>Aucun autre coût que ceux mentionnés dans les articles 16 à 19 ne peut être porté en compte.</p>
<p style="text-align: center;"><b>HOOFDSTUK VI. - Wijzigingsbepalingen</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>CHAPITRE VI. - Dispositions modificatives.</b></p>
<p><b>Art. 21.</b> In het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende de voorwaarden</p>	<p><b>Art. 21.</b> Dans l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif aux conditions dans lesquelles sont</p>

<p>waaronder de telefoongidsen worden vervaardigd, verkocht of verspreid, de inhoud en de vorm van de aangifte die bij het Instituut moet worden gedaan, worden de artikelen 3 en 4 opgeheven.</p>	<p>confectionnés, vendus ou distribués les annuaires, le contenu et la forme de la déclaration à faire auprès de l'Institut, les articles 3 et 4 sont abrogés.</p>
<p><b>Art. 22.</b> In het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende de telefooninlichtingendiensten worden de artikelen 3 en 4 opgeheven.</p>	<p><b>Art. 22.</b> Dans l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif aux services de renseignements téléphoniques, les articles 3 et 4 sont abrogés</p>
<p><b>HOOFDSTUK VII. – Slotbepalingen</b></p>	<p><b>CHAPITRE VII. - Dispositions finales.</b></p>
<p><b>Art. 23.</b> Dit besluit treedt in werking op ...</p>	<p><b>Art. 23.</b> Le présent arrêté royal entre en vigueur le ...</p>
<p><b>Art. 24.</b> De Minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.</p>	<p><b>Art. 24.</b> La Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.</p>
<p>Gegeven te Brussel, [DATUM].</p>	<p>Donné à Bruxelles, le [DATE]</p>
<p>VAN KONINGSWEGE :</p>	<p>PAR LE ROI :</p>
<p>De Minister van Telecommunicatie, P. DE SUTTER</p>	<p>La Ministre des Télécommunications, P. DE SUTTER</p>